

QUAND DIRE C'EST FAIRE : QUE NOUS DISENT LES DÉLÉGATIONS DES CONSEILS MÉTROPOLITAINS DES TRAJECTOIRES MÉTROPOLITAINES ?

**RECHERCHE SUR LES DÉLÉGATIONS
DES CONSEILS MÉTROPOLITAINS
APPEL À PROJETS DE RECHERCHE**

DATE DE REMISE :
1^{ER} FÉVRIER 2021 À 12H

La Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines analyse les trajectoires des métropoles qui se sont vues bousculées en raison d'une part de la pandémie de COVID 19 et d'autre part des résultats des élections municipales qui recomposent les équilibres dans les gouvernements métropolitains.

Les changements provoqués par ces deux événements peuvent s'apprécier de diverses manières. Le souhait est de les éclairer à partir de l'analyse des délégations données aux élus métropolitains, qu'il s'agisse de s'intéresser à leur dénomination même, ou à leur périmètre ou encore à la manière dont elles sont ou non adossées au service de l'administration de la métropole. Cette analyse des délégations permettrait d'éclairer le « malaise dans la métropolisation » et les « troubles dans la transition » que la crise sanitaire comme les résultats des élections ont révélé ou accentué. Ces délégations s'inscrivent-elles dans la continuité des modes de « faire la métropole » (à travers une conception business as usual de la densité par exemple) ou bien esquissent-elles des transformations pour « mieux faire métropole » ?

Force est de constater que la gouvernance des métropoles opère par « grands objets » de l'aménagement et de la planification, ce qui se traduit dans l'organigramme des Conseils métropolitains : délégations à l'eau et assainissement, le transport, le logement... Cette gouvernance en silo était déjà dénoncée et contournée via le projet : de nouveaux objets sont alors mobilisés pour décentrer les modalités de la fabrique des politiques publiques, mais ces initiatives sont souvent temporaires. Dans ce contexte, la crise sanitaire et les résultats des élections ont joué comme éléments perturbateurs dans les trajectoires des métropoles. On y retrouve des « signaux faibles » de changement à travers les intitulés des délégations, qui visent à dépasser les divisions sectorielles conventionnelles. « Initiatives », « ville citoyenne », « transitions »... Sont-ils uniquement des mots « prêts-à-penser » plaqués sur des situations locales ? Ou bien remettent-ils en cause les catégories de l'action publique par une grille de lecture renouvelée ? Les attentes que l'on trouve derrière l'utilisation de ces termes (et selon qui les utilise) sont-elles conciliables avec une politique métropolitaine du quotidien ?

La proposition de recherche devra veiller à répondre aux problématiques suivantes :

> Les qualifications des délégations évoluent : des termes apparaissent et d'autres disparaissent des portefeuilles. On note cependant suite aux élections municipales et communautaires de 2020 l'adjonction de termes à visée holistique, marqueurs d'une forme de développement durable (avec le terme de « transitions » notamment) ou de l'émergence de nouveaux enjeux. Qu'est-ce que cela nous dit de la manière de gouverner les métropoles ? Ces termes sont-ils uniquement témoins d'un « verdissement » (en lien avec l'arrivée de nombreux candidats écologistes à la tête des villes lors des élections municipales) ou bien d'un réel changement de paradigme pour la « métropole de demain » ? On pense ici par exemple à Montpellier Méditerranée Métropole avec une nouvelle délégation « littoral ».

> Le choix des mots pour qualifier les délégations n'est pas neutre et a une valeur performative, dans un contexte où les métropoles doivent recréer un récit qualifiant. Observe-t-on une circulation des termes choisis ? Quelles sont les influences (travaux universitaires, concepts, bonnes pratiques) qui expliquent le choix des nouveaux termes ?

> Dans quelle mesure les délégations permettent-elles d'inscrire les métropoles dans une dynamique relationnelle qui recrée les proximités ? Il s'agit là de considérer tout d'abord le rôle d'objets-frontières¹ capables d'être suffisamment « inclusifs » pour rassembler les « autres acteurs » par-delà les silos administratifs conventionnels, à savoir les secteurs administratifs traditionnels. Ensuite, les délégations peuvent également inscrire les métropoles dans des interrelations plus assumées avec leurs territoires voisins, dans une forme d'interterritorialité², qui marquerait peut-être une « inversion de la dépendance », entre territoires servants et territoires servis³.

Au-delà des qualifications, on pourra également s'intéresser au profil des vice-président.e.s, à leur commune d'élection (commune « centre » ou non dans la métropole) ainsi qu'à leur place dans la hiérarchie du Conseil.

+++++

1 L'utilisation de ces objets (alimentation, paysage...) étant identifié comme un levier pour penser les transitions territoriales. Voir Manuel Franco-Torres, Briony C. Rogers, Rita M. Ugarelli, A framework to explain the role of boundary objects in sustainability transitions, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, Volume 36, 2020, Pages 34-48, (<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2210422420300733>)

2 Exemple de Nantes métropole avec Jean-Claude Lemasson, VP Contrats de co-développement, coopérations intercommunales, proximité. On s'intéressera plus spécifiquement aux objets sur lesquels portent ces délégations interterritoriales

3 Voir à ce titre la note produite par Marie-Christine Jaillet, responsable scientifique de POPSU Métropoles, à l'occasion du Séminaire du Conseil Stratégique POPSU : http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/note_de_travail_pour_seminaire_arc_et_sans_aout_2020_vf.pdf

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE :

Diverses approches méthodologiques pourront être mobilisées :

1. Comparaison de l'évolution des délégations métropolitaines lors des élections de 2014 (contexte préparation lois MAPTAM et Notre) et de 2020
2. Analyse des supports de campagne
3. Analyse de la Presse Quotidienne Régionale
4. Entretiens avec les référents techniques POPSU Métropoles et avec les départements stratégie/prospective
5. Entretiens avec les Directeurs Généraux de Services et des élus métropolitains.

FORMAT DE LA RESTITUTION :

Le livrable prendra la forme d'un rapport de recherche qui fournira des éclairages sur l'action publique métropolitaine.

FINANCEMENT :

Le montant alloué à cette recherche est de 15 000 € TTC pour un engagement de six mois.

MODALITÉS DE RÉPONSE :

Une note d'intention de 5000 signes espaces compris ainsi qu'un CV synthétique de deux pages, avec une annexe présentant les principales publications ou réalisations en recherche-action sont à adresser sur document papier en quatre exemplaires, à l'adresse suivante (le cachet de la poste faisant foi) :

Jean-Baptiste Marie
Directeur du programme POPSU
Plan urbanisme construction architecture
Ministère de la Transition écologique et solidaire,
Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales
Grande Arche de la Défense - Paroi Sud
92055 La Défense Cedex

Une version électronique du dossier sera adressée à l'attention de Jean-Baptiste Marie -Directeur du programme POPSU, et Aurore Meyfroidt - Secrétaire scientifique du programme POPSU, aux adresses suivantes :

jean-baptiste.marie@developpement-durable.gouv.fr
aurore.meyfroidt@popsu.archi.fr

Les propositions doivent être remises pour le 1^{er} février 2021 à midi.

Pour plus d'informations, veuillez vous adresser à Aurore Meyfroidt :
aurore.meyfroidt@popsu.archi.fr / 06 31 84 49 45

PLATEFORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATÉGIES URBAINES

Plan Urbanisme Construction Architecture
Grande Arche de la Défense - Paroi Sud
Ministère de la Transition écologique
Ministère de la Cohésion des territoires
et des Relations avec les collectivités
territoriales
92055 La Défense Cedex
+33 (0) 1 40 81 24 37

www.popsu.archi.fr

www.urbanisme-puca.gouv.fr

 [popsu_puca](#)

 [popsu](#)

 [Puca Popsu](#)

www.citedelarchitecture.fr

[@Citedelarchi](#)

PLAN URBANISME CONSTRUCTION ARCHITECTURE

Hélène Peskine, Secrétaire Permanente

DIRECTION DU PROGRAMME POPSU

Jean-Marc Offner, Directeur Général de l'a'urba,
Président du Conseil Stratégique de POPSU

Jean-Baptiste Marie, Directeur du programme

Aurore Meyfroidt, Secrétaire scientifique

Fabienne Dran, Assistante de gestion


FRANCE
URBAINE
MÉTROPOLIS, AGGLOS ET GRANDES VILLES



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PUCA

plan
urbanisme
construction
architecture